CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.631/2
du 3 juillet 2017

sur

un avant-projet de loi 'relatif aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.631/2
van 3 juli 2017

over

een voorontwerp van wet 'betreffende de beveiligingsassistenten en -agenten van politie en tot wijziging van sommige bepalingen met betrekking tot de politie'

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Le 2 juin 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'relatif aux assistants et agents de sécurisation de police et portant modification de certaines dispositions concernant la police'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 3 juillet 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 juillet 2017.

*

Op 2 juni 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de beveiligingsassistenten en -agenten van politie en tot wijziging van sommige bepalingen met betrekking tot de politie'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 3 juli 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 juli 2017.

*

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

L'avant-projet tend à créer une nouvelle direction au sein de la Police fédérale, « la Direction de la Sécurisation (en abrégé, DAB) », qui sera composée des fonctionnaires du corps de sécurité pour la police des cours et tribunaux et le transfert des détenus (transfert d'office) (articles 2 à 5 de l'avant-projet), des militaires en service actif revêtus d'un grade de volontaire ou de sous-officier (transfert des candidats retenus) (article 6 de l'avant-projet) et des membres du personnel de Brussels Airport Company (transfert des candidats revêtus de la fonction d'inspecteur de l'inspection aéroportuaire) (article 7 de l'avant-projet).

Les membres du personnel de DAB font partie du cadre opérationnel de la Police fédérale (article 117, alinéa 1er, en projet, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' ; article 33, 1°, de l'avant-projet), qui est complété par un cadre d'assistants de sécurisation de police et un cadre d'agents de sécurisation de police. Un cadre de coordonnateurs de sécurisation de police est créé mais il existera comme cadre d'extinction (article 3 de l'avant-projet).

Les missions de police administrative de DAB seront exercées sans distinction par les membres du personnel des trois nouveaux cadres (coordonnateurs, assistants et agents de sécurisation). Elles sont énumérées à l'article 44/16 en projet de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' (article 23 de l'avant-projet) : il s'agit des missions visées à l'article 23 de cette loi (dont, notamment, le transfert et la surveillance des détenus entre les établissements pénitentiaires et les cours et tribunaux ou un autre lieu, le transfert des mineurs et des internés, la remise de détenus aux autorités étrangères, le transfert des dossiers judiciaires), des missions de sécurisation (des palais royaux, des infrastructures du SHAPE et de l'OTAN, des institutions internationales et européennes, des bâtiments des autorités nationales et internationales, des infrastructures critiques, des sites nucléaires et des infrastructures de l'aéroport de Bruxelles-National), ainsi que, de manière subsidiaire et ponctuelle, de la sécurisation des opérations de police et des escortes visées à l'article 25, alinéa 4, de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police' qui présentent un caractère supralocal.

Pour pouvoir exercer les missions dévolues à DAB, l'avant-projet prévoit que les membres du personnel devront suivre une formation de base de minimum six mois (articles 40 et 41 de l'avant-projet).

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Étant donné que les coordonnateurs de sécurisation de police, les assistants de sécurisation de police et les agents de sécurisation de police pourront être armés [1], l'arrêté royal du 3 juin 2007 'relatif à l'armement de la police intégrée, structurée à deux niveaux, ainsi qu'à l'armement des membres des Services d'Enquêtes des Comités permanents P et R et du personnel de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale' devra être adapté [2].

Enfin, en ce qui concerne les modifications autres que celles relatives à DAB, outre celles prévues aux articles 38, 2°, 39 et 41, 2°, l'avant-projet tend à modifier l'article 38, alinéa 1er, de la loi du 5 août 1992 (article 16 de l'avant-projet) en ce qu'il permet aux agents de police – et aux assistants et aux agents de sécurisation – d'utiliser leurs armes à feu non plus uniquement en cas de légitime défense mais dans les cas prévus par cette disposition.

De façon générale, pour un tel avant-projet, il serait utile de compléter le commentaire des articles étant donné que celui-ci est parfois incomplet ou qu'il se contente de paraphraser le dispositif.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

1. Le paragraphe 1er porte sur le transfert des fonctionnaires visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 'portant création auprès du Service public fédéral Justice d'un corps de sécurité pour la police des cours et tribunaux et le transfert des détenus et fixant des dispositions organisationnelles, administratives et pécuniaires en faveur des agents de sécurité auprès du corps de sécurité du Service public fédéral Justice'.

En vertu de l'article 3 de cet arrêté royal, les fonctionnaires mentionnés à l'article 2, point 2, occupent des grades D, C ou B.

Interrogés sur le fait que l'article 2, §§ 2 et 3, de l'avant-projet n'organise que le transfert des fonctionnaires de niveau B et C, les fonctionnaires délégués ont confirmé qu'il n'y a pas de fonctionnaires de niveau D (ou même de niveau A) à transférer.

Dans cette mesure, le texte en projet ne pose pas de problème.

2. Le paragraphe 4 prévoit qu'

> « À partir de leur transfert vers la police fédérale, les anciens fonctionnaires du corps de sécurité sont soumis aux lois et règlements statutaires applicables aux membres du personnel du cadre opérationnel des services de police, sauf disposition contraire fixée par le Roi ».

[1] À ce sujet, voir en ce qui concerne les agents de police, l'article 25/1 de l'arrêté royal du 3 juin 2007, tel qu'inséré par l'article 2 de l'arrêté royal du 28 septembre 2016.

[2] Voir le commentaire de l'article 16 de l'avant-projet.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Interrogée sur la portée de cette large habilitation au regard du principe d'égalité entre les membres du personnel du cadre opérationnel dans la mesure où, telle qu'elle est rédigée, l'habilitation permet au Roi d'instaurer des exceptions au statut, la fonctionnaire déléguée a indiqué que les mesures particulières à fixer par le Roi sont uniquement relatives au statut pécuniaire des fonctionnaires transférés concernés afin d'assurer, par exemple, le maintien de leur traitement.

Il y a dès lors lieu de rédiger l'article 2 de l'avant-projet en ce sens et de compléter le commentaire sur ce point.

Article 3

1. Le cadre des coordonnateurs de sécurisation de police est positionné entre le cadre moyen (article 3, alinéa 1er, 2°, de la loi du 26 avril 2002 'relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police') et le cadre des assistants de sécurisation de police (voir l'article 44 de l'avant-projet) mais l'article 3, alinéa 1er, de l'avant-projet ne précise pas ce qu'il en est par rapport au cadre de base tel que prévu à l'article 3, alinéa 1er, 3°, de la loi du 26 avril 2002.

L'article 3, alinéa 1er, de l'avant-projet sera revu en conséquence.

2. De l'accord des fonctionnaires délégués, il y a lieu d'ajouter les agents de sécurisation de police à l'article 3, alinéa 3, puisque ceux-ci disposent des mêmes équipements et du même armement.

L'article 3, alinéa 3, sera complété en ce sens.

Article 4

L'article 4 dispose que

« Le Roi détermine la carrière barémique des coordonnateurs de sécurisation de police et des assistants de sécurisation de police ».

Une telle habilitation n'est pas prévue pour la carrière barémique des agents de sécurisation de police.

Selon les explications des fonctionnaires délégués, les agents de sécurisation de police auront la même carrière barémique que les agents de police sur la base d'un arrêté royal pris en application de l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

De deux choses l'une :

- soit l'article 4 de l'avant-projet doit être omis car l'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 constitue un fondement juridique suffisant pour fixer la carrière barémique des coordonnateurs, des assistants et des agents de sécurisation de police ;

- soit l'article 4 de l'avant-projet doit être revu si l'auteur du texte entend habiliter le Roi à fixer, en raison du transfert d'office des fonctionnaires visés par l'article 2 de l'avant-projet, des avantages particuliers comme, par exemple, une indemnité de transfert [3].

Article 5

Dès lors que le protocole d'accord n'a d'autre objet que de fixer des modalités concrètes de mise en œuvre de l'avant-projet, il n'a pas sa place dans celui-ci, les ministres mentionnés pouvant de leur propre initiative régler de manière conjointe les questions faisant l'objet de l'article 5.

Article 6

1. L'alinéa 1er, première phrase, prévoit que

> « Les militaires en service actif revêtus du grade de sous-officier ou de volontaire des Forces armées peuvent être transférés respectivement au cadre d'assistants de sécurisation de police ou au cadre d'agents de sécurisation de police selon les modalités et conditions déterminées par le Roi ».

Les alinéas 2 à 4 portent sur la réintégration de ceux-ci au sein des Forces armées.

Il résulte des articles 182 et 186 de la Constitution qu'il appartient au législateur de régler, à tout le moins dans leurs éléments essentiels, tous les aspects régissant le transfert des militaires.

L'avant-projet de loi sera complété pour rencontrer cette exigence constitutionnelle.

Par conséquent, l'habilitation au Roi contenue dans l'article 6, alinéa 1er, doit être limitée à régler les modalités, et non les conditions, de ce transfert [4].

2. L'alinéa 1er, seconde phrase, prévoit que le transfert des volontaires s'effectue en priorité sur les autres recrutements possibles pour le cadre d'agents de sécurisation.

[3] À comparer avec l'indemnité prévue lors du transfert à la Police fédérale des assistants de protection de la sûreté de l'État, par l'arrêté royal du 23 mai 2016 'accordant une indemnité de transfert aux assistants de protection de la Sûreté de l'État transférés à la police fédérale'.

[4] Voir, par exemple en ce qui concerne les pensions, l'article 5*bis* de la loi du 25 février 2003 'portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus'.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Par contre, il n'est pas prévu que les candidats revêtus du grade de sous-officiers bénéficient eux aussi d'une priorité lors de leur transfert.

Le texte en projet doit être complété sur ce point et l'auteur de l'avant-projet doit par ailleurs justifier dans le commentaire la raison de l'octroi de ces priorités.

3. L'alinéa 4 contient une liste de types de congés qui prolongent la durée d'un an pendant laquelle la réintégration au sein des Forces armées est possible.

Cependant, la section de législation s'interroge sur la raison pour laquelle cette liste est limitative et ne contient pas, par exemple, le congé de maladie, le congé pour soins palliatifs, les congés de circonstance ou congés exceptionnels, les congés pour maladie grave d'un membre de la famille ou du ménage, etc.

L'alinéa 4 sera soit complété, soit une explication relative à cette énumération de congés sera insérée dans le commentaire. À cet égard, une distinction entre les congés visés à l'article 6, alinéa 4, de l'avant-projet et les circonstances personnelles pouvant amener à une autorisation ministérielle en application de l'article 6, alinéa 3, de l'avant-projet pourrait être utile.

4. À l'alinéa 4, mieux vaut écrire « La durée de douze mois » plutôt que « La durée d'un an » conformément à l'alinéa 2.

Article 8

La question se pose de savoir s'il ne serait pas utile de définir, dans l'article 3 de la loi du 5 août 1992, ce qu'il faut entendre par « coordonnateurs de sécurisation de police » (en ce compris par un renvoi à l'article 3 de l'avant-projet à l'examen), « assistants de sécurisation de police », « agents de sécurisation de police » (eu égard aux articles 44/16 et 44/17 en projet de la loi du 5 août 1992 ; article 23 de l'avant-projet) ainsi que, par ailleurs, les mots « agents de police ».

Article 9

Interrogée sur ce que recouvrent les mots « les missions spécialisées de protection et de sécurisation », qui relèvent de la nouvelle compétence de la Police fédérale, la fonctionnaire déléguée a indiqué qu'il s'agit des missions visées à l'article 44/16, 2° et 3°, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (article 23 de l'avant-projet).

Un renvoi à cette disposition serait utile.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Article 10

À l'article 23, § 7, en projet, l'auteur de l'avant-projet vérifiera s'il y a lieu de parler « des autorités compétentes » ou « des commissions compétentes » [5].

Article 29

Comme en ont convenu les fonctionnaires délégués, il y a lieu de remplacer chaque fois, dans l'article 52 en projet, de la loi du 5 août 1992, les mots « fonctionnaire de police » par les mots « membre du personnel ».

L'article 29, 1° à 4°, de l'avant-projet sera rédigé en ce sens.

Article 30

De l'accord des fonctionnaires délégués, le 3°, qui fait double emploi avec le 1°, est inutile et doit être omis.

Article 32

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, il y a lieu de remplacer les « §§ 3, 4 et 5 » par un renvoi aux « §§ 4 à 9 ».

Articles 38 et 39

Le commentaire relatif à l'article 38, 2°, de l'avant-projet mériterait d'être complété.

La même observation vaut pour l'article 39 de l'avant-projet qui tend à s'appliquer non seulement aux membres du cadre opérationnel mais aussi au personnel du cadre administratif et logistique.

Article 41

Le commentaire de l'article 41 ne contient pas d'explication quant à l'augmentation de la durée minimale de la formation de base des agents de police de minimum deux mois à minimum six mois.

Il sera complété à cet effet.

[5] Voir l'article 3, 7°, de la loi du 25 février 2003 'portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus'.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Article 43

La section de législation se demande pourquoi la modification apportée à l'article 2, 7°, de la loi du 26 avril 2002 n'est faite que dans le texte néerlandais et non dans le texte français.

Articles 49 et 50

Les articles 49 et 50 tendent à modifier les dispositions relatives au transfert vers un employeur public de la loi du 28 février 2007 'fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées'.

Il n'apparait cependant pas pour quelle raison le processus de transfert des militaires concernés doit être limité, en l'espèce, à la phase de sélection et au transfert proprement dit par rapport aux autres hypothèses de transfert vers un employeur public au cours desquelles une phase de mise à disposition est instaurée.

L'auteur de l'avant-projet doit le justifier dans le commentaire.

Article 53

L'article 53 de l'avant-projet habilite le Roi à fixer « explicitement » [6] la date à partir de laquelle les missions de surveillance des détenus, telles que visées à l'article 23, § 4, alinéa 2, dernière phrase, de la loi du 5 août 1992 'sur la fonction de police', en projet, sont confiées à la Police fédérale.

Il ressort du commentaire que la « date cible est le 1er janvier 2020 ». Il ressort également de celui-ci que la mise en œuvre de cette habilitation serait conditionnée « à la mise à disposition de la capacité complémentaire en personnel et en matériel dévolue à ces missions ».

Si l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de fixer une date ultime de mise en œuvre, il doit le faire dans le dispositif et non dans le commentaire de l'article. Par contre, si cette date est purement indicative, le commentaire doit être rédigé en ce sens. Enfin, le commentaire de l'article 53 de l'avant-projet ne peut contenir d'autres conditions de mise en œuvre de l'habilitation que celles contenues dans le dispositif. L'indication, dans le commentaire de l'article 53 de l'avant-projet, des moyens qui seront nécessaires à la mise en œuvre de la disposition concernée ne peut par conséquent être considéré, en l'espèce, que comme une déclaration d'intention.

[6] Il est inutile de préciser que la date doit être « explicitement » déterminée puisqu'elle doit, en raison de l'habilitation au Roi, être fixée par un arrêté royal qui fera l'objet d'une publication au *Moniteur belge*.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Article 54

L'article 54 de l'avant-projet prévoit l'abrogation de la loi du 25 février 2003 'portant création de la fonction d'agent de sécurité en vue de l'exécution des missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus'.

Cette disposition entrera en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi qu'aura fixée le Roi en application de l'article 55 de l'avant-projet.

L'article 2, § 1er, de l'avant-projet habilite le Roi à fixer la date à laquelle les fonctionnaires visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 sont transférés au cadre opérationnel de la police fédérale.

Il y a lieu d'attirer l'attention sur le fait que l'abrogation prévue par l'article 54 de l'avant-projet et le transfert prévu à l'article 2, § 1er, de celui-ci doivent intervenir à la même date.

Article 55

Afin d'éviter que l'entrée en vigueur de la loi ne puisse être indéfiniment tenue en suspens, il convient de déterminer une date à partir de laquelle la loi entrera en vigueur dans l'hypothèse où le Roi ne serait pas intervenu entretemps [7].

L'article 55 de l'avant-projet doit être complété en conséquence.

*

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 154 à 154.1.2 et formule F 4-5-2-4.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp[(*)], de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Het voorontwerp strekt tot oprichting van een nieuwe directie binnen de federale politie, de "Directie Beveiliging" (afgekort DAB), die zal bestaan uit ambtenaren van het veiligheidskorps voor de politie van hoven en rechtbanken en voor de overbrenging van gevangenen (ambtshalve overplaatsing) (artikelen 2 tot 5 van het voorontwerp), militairen in actieve dienst bekleed met een graad van vrijwilliger of van onderofficier (overplaatsing van de geselecteerde kandidaten) (artikel 6 van het voorontwerp) en personeelsleden van Brussels Airport Company (overplaatsing van de kandidaten bekleed met de functie van inspecteur bij de luchthaveninspectie) (artikel 7 van het voorontwerp).

De personeelsleden van de DAB maken deel uit van het operationeel kader van de Federale politie, dat wordt aangevuld met een kader van beveiligingsassistenten van politie en een kader van beveiligingsagenten van politie (ontworpen artikel 117, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus'; artikel 33, 1°, van het voorontwerp). Er wordt een kader van beveiligingscoördinatoren van politie opgericht maar dat zal bestaan als uitdovingskader (artikel 3 van het voorontwerp).

De opdrachten van de bestuurlijke politie van de DAB zullen zonder onderscheid worden uitgevoerd door de personeelsleden van de drie nieuwe kaders (beveiligingscoördinatoren, -assistenten en -agenten). Die opdrachten worden opgesomd in het ontworpen artikel 44/16 van de wet van 5 augustus 1992 'op het politieambt' (artikel 23 van het voorontwerp): het gaat om de opdrachten bedoeld in artikel 23 van die wet (waaronder, met name, de overbrenging en de bewaking van gevangenen van en naar strafinrichtingen, hoven en rechtbanken of andere plaatsen, de overbrenging van minderjarigen en geïnterneerden, de overdracht van gevangenen aan buitenlandse overheden, de overbrenging van gerechtelijke dossiers), beveiligingsopdrachten (van de koninklijke paleizen, de instellingen van de SHAPE en de NAVO, de internationale en Europese instellingen, de nationale en internationale overheidsgebouwen, de kritieke infrastructuren, de nucleaire sites, de infrastructuren van de luchthaven Brussel Nationaal), alsook, op punctuele en subsidiaire wijze, de beveiliging van politionele operaties en van de begeleidingen bedoeld in artikel 25, vierde lid, van de wet van 5 augustus 1992 'op het politieambt' die van bovenlokale aard zijn.

(*) Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Om de opdrachten die aan de DAB zijn toevertrouwd te kunnen uitvoeren, wordt er bij het voorontwerp in voorzien dat de personeelsleden een basisopleiding zullen moeten volgen van minstens zes maanden (artikelen 40 en 41 van het voorontwerp).

Aangezien de beveiligingscoördinatoren van politie, de beveiligingsassistenten van politie en de beveiligingsagenten van politie gewapend zullen kunnen zijn,[1] zal het koninklijk besluit van 3 juni 2007 'betreffende de bewapening van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, alsook de bewapening van de leden van de Diensten Enquêtes bij de Vaste Comités P en I en van het personeel van de Algemene Inspectie van de federale politie en van de lokale politie' moeten worden aangepast.[2]

Wat de andere wijzigingen dan die met betrekking tot de DAB betreft, behalve die vervat in de artikelen 38, 2°, 39 en 41, 2°, strekt het voorontwerp immers tot wijziging van artikel 38, eerste lid, van de wet van 5 augustus 1992 (artikel 16 van het voorontwerp) in die zin dat de agenten van politie – en de beveiligingsassistenten en -agenten – daarbij gemachtigd worden hun vuurwapens niet enkel meer in geval van wettige verdediging te gebruiken maar ook in de in die bepaling opgesomde gevallen.

In het algemeen zou het voor een dergelijk voorontwerp nuttig zijn om de artikelsgewijze bespreking aan te vullen aangezien die soms onvolledig is of louter een parafrasering van het dispositief bevat.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Paragraaf 1 heeft betrekking op de overplaatsing van de ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 'tot oprichting bij de Federale Overheidsdienst Justitie van een veiligheidskorps voor de politie van hoven en rechtbanken en voor de overbrenging van gevangenen, en tot vaststelling van organisatorische, administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de veiligheidsbeambten bij het veiligheidskorps van de Federale Overheidsdienst Justitie'.

Krachtens artikel 3 van dat koninklijk besluit bekleden de in artikel 2, punt 2, vermelde ambtenaren de graden D, C of B.

Op de vraag met betrekking tot het feit dat bij artikel 2, §§ 2 en 3, van het voorontwerp enkel de overplaatsing wordt georganiseerd van de ambtenaren van niveau B en C, hebben de gemachtigde ambtenaren bevestigd dat er geen ambtenaren van niveau D (of zelfs van niveau A) over te plaatsen zijn.

[1] Wat dat betreft, zie met betrekking tot de agenten van politie, artikel 25/1 van het koninklijk besluit van 3 juni 2007, zoals dat is ingevoegd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 september 2016.

[2] Zie de bespreking van artikel 16 van het voorontwerp.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Wat dat betreft, levert de ontworpen tekst geen problemen op.

2. Paragraaf 4 bepaalt:

"Vanaf de datum van hun overplaatsing naar de federale politie zijn de voormalige ambtenaren van het veiligheidskorps onderworpen aan de statutaire wetten en reglementen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten, tenzij anders bepaald door de Koning".

Op de vraag met betrekking tot die ruime machtiging ten aanzien van het beginsel van gelijkheid tussen de personeelsleden van het operationeel kader in zoverre, zoals de bepaling is gesteld, de Koning gemachtigd wordt uitzonderingen in te voeren op het statuut, heeft de gemachtigde ambtenaar aangegeven dat de door de Koning vast te stellen bijzondere maatregelen enkel betrekking hebben op het geldelijke statuut van de betrokken overgeplaatste ambtenaren teneinde, bijvoorbeeld, te zorgen voor het behoud van hun loon.

Artikel 2 van het voorontwerp dient dan ook in die zin te worden gesteld en de bespreking van dat artikel dient op dat punt te worden aangevuld.

Artikel 3

1. Het kader van de beveiligingscoördinatoren van politie bevindt zich tussen het middenkader (artikel 3, eerste lid, 2°, van de wet van 26 april 2002 'houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten') en het kader van de beveiligingsassistenten van politie (zie artikel 44 van het voorontwerp), maar in artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp wordt niet gepreciseerd hoe het gesteld is met het basiskader zoals bedoeld in artikel 3, eerste lid, 3°, van de wet van 26 april 2002.

Artikel 3, eerste lid, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de beveiligingsagenten van politie moeten worden toegevoegd in artikel 3, derde lid, aangezien zij over dezelfde uitrusting en dezelfde wapens beschikken.

Artikel 3, derde lid, moet in die zin worden aangevuld.

Artikel 4

Artikel 4 luidt:

"De Koning bepaalt de baremische loopbaan van de beveiligingscoördinatoren van politie en beveiligingsassistenten van politie.".

Er is niet voorzien in een dergelijke machtiging voor de baremische loopbaan van de beveiligingsagenten van politie.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Volgens de uitleg van de gemachtigde ambtenaren zullen de beveiligingsagenten van politie dezelfde baremische loopbaan hebben als de agenten van politie, krachtens een koninklijk besluit genomen met toepassing van artikel 121 van de wet van 7 december 1998.

Het is het ene of het andere:

- ofwel moet artikel 4 van het voorontwerp worden weggelaten, want artikel 121 van de wet van 7 december 1998 biedt voldoende rechtsgrond om de baremische loopbaan van de beveiligingscoördinatoren, -assistenten en -agenten van politie vast te stellen;

- ofwel moet artikel 4 van het voorontwerp worden herzien als de steller van de tekst de Koning, op grond van de ambtshalve overplaatsing van de ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het voorontwerp, wil machtigen te voorzien in bijzondere voordelen zoals, bijvoorbeeld, een overplaatsingsvergoeding.[3]

Artikel 5

Daar het protocolakkoord enkel strekt tot vaststelling van de concrete nadere regels voor de uitvoering van het voorontwerp, is dat hier niet op z'n plaats, aangezien de vermelde ministers op eigen initiatief de kwesties die het voorwerp van artikel 5 vormen gezamenlijke kunnen regelen.

Artikel 6

1. Het eerste lid, eerste zin, bepaalt:

> "De militairen in actieve dienst bekleed met een graad van onderofficier of van vrijwilliger bij de Krijgsmacht kunnen worden overgeplaatst respectievelijk naar het kader van beveiligingsassistenten van politie of naar het kader van beveiligingsagenten van politie volgens de nadere regels en voorwaarden bepaald door de Koning.".

Het tweede tot het vierde lid hebben betrekking op de heropneming van die militairen in de krijgsmacht.

Uit de artikelen 182 en 186 van de Grondwet blijkt dat het aan de wetgever staat alle aspecten te regelen met betrekking tot de overplaatsing van militairen, ten minste wat de essentiële elementen ervan betreft.

Het voorontwerp van wet dient aldus te worden aangevuld dat het tegemoetkomt aan dat grondwettelijk vereiste.

[3] Vergelijkbaar met de vergoeding bij de overplaatsing naar de federale politie van de beschermingsassistenten van de Staatsveiligheid waarin is voorzien, bij het koninklijk besluit van 23 mei 2016 'tot toekenning van een overplaatsingsvergoeding aan de beschermingsassistenten van de Veiligheid van de Staat die worden overgeplaatst naar de federale politie'.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Bijgevolg moet de machtiging aan de Koning vervat in artikel 6, eerste lid, beperkt blijven tot het bepalen van de nadere regels, en niet de voorwaarden, van die overplaatsing.[4]

2. Het eerste lid, tweede zin, bepaalt dat de overplaatsing van de vrijwilligers bij voorrang geschiedt op mogelijke andere wervingen voor het kader van beveiligingsagenten.

Daarentegen is er niet in voorzien dat de kandidaten die de graad van onderofficier bekleden ook voorrang kunnen krijgen bij hun overplaatsing.

De ontworpen tekst dient op dat punt te worden aangevuld en de steller van het voorontwerp moet voorts in de bespreking de reden voor de toekenning van die voorrangsregelingen rechtvaardigen.

3. Het vierde lid bevat een opsomming van de soorten verlof die de periode van één jaar tijdens dewelke een heropneming in de Krijgsmacht mogelijk is verlengen.

De afdeling Wetgeving vraagt zich echter af om welke reden die opsomming limitatief is en, bijvoorbeeld, niet het ziekteverlof, het palliatief verlof, het omstandigheidsverlof of het uitzonderlijk verlof, het verlof voor verzorging van een ernstig ziek gezins- of familielid enzovoort omvat.

Het vierde lid moet ofwel worden aangevuld, ofwel moet in de bespreking een verklaring worden ingevoegd in verband met de opsomming van die verloven. In dat verband zou het nuttig kunnen zijn een onderscheid te maken tussen de verloven bedoeld in artikel 6, vierde lid, van het voorontwerp en de persoonlijke omstandigheden die met toepassing van artikel 6, derde lid, van het voorontwerp aanleiding kunnen geven tot een toestemming vanwege de ministers.

4. Het verdient aanbeveling om in het vierde lid, overeenkomstig het tweede lid, te schrijven "De duur van twaalf maanden" in plaats van "De duur van één jaar".

Artikel 8

De vraag rijst of het niet nuttiger zou zijn om in artikel 3 van de wet van 5 augustus 1992 te omschrijven wat verstaan dient te worden onder "beveiligingscoördinatoren van politie" (met inbegrip van een verwijzing naar artikel 3 van het voorliggende voorontwerp), "beveiligingsassistenten van politie", "beveiligingsagenten van politie" (gelet op de ontworpen artikelen 44/16 en 44/17 van de wet van 5 augustus 1992; artikel 23 van het voorontwerp) alsook, overigens, onder "agenten van politie ".

[4] Zie, bijvoorbeeld voor wat de pensioenen betreft, artikel 5*bis* van de wet van 25 februari 2003 'houdende inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen'.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Artikel 9

Op de vraag wat begrepen dient te worden onder de woorden "de bijzondere opdrachten inzake bescherming en beveiliging", die vallen onder de nieuwe bevoegdheid van de Federale politie, heeft de gemachtigde ambtenaar aangegeven dat het gaat om de opdrachten bedoeld in artikel 44/16, 2° en 3°, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (artikel 23 van het voorontwerp).

Een verwijzing naar die bepaling zou dienstig zijn.

Artikel 10

In verband met het ontworpen artikel 23, § 7, moet de steller van het voorontwerp nagaan of er sprake dient te zijn van "de bevoegde overheden" dan wel van "de bevoegde commissies".[5]

Artikel 29

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat in het ontworpen artikel 52 van de wet van 5 augustus 1992, het woord "politieambtenaar" telkens moet worden vervangen door het woord "personeelslid".

Artikel 29, 1° tot 4°, van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden gesteld.

Artikel 30

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat de bepaling onder 3°, die een herhaling is van de bepaling onder 1°, doelloos is en geschrapt moet worden.

Artikel 32

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat men in plaats van "§§ 3, 4 en 5" dient te schrijven "§§ 4 tot 9".

Artikelen 38 en 39

De bespreking van artikel 38, 2°, van het voorontwerp zou moeten worden aangevuld.

[5] Zie artikel 3, 7°, van de wet van 25 februari 2003 'houdende inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen'.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 39 van het voorontwerp, dat ertoe strekt niet enkel van toepassing te zijn op de leden van het operationeel kader maar ook op het personeel van het administratief en logistiek kader.

Artikel 41

De bespreking van artikel 41 bevat geen uitleg in verband met de verhoging van de minimumduur van de basisopleiding van de agenten van politie van minimaal twee maanden tot minimaal zes maanden.

De bespreking dient in die zin te worden aangevuld.

Artikel 43

De afdeling Wetgeving vraagt zich af waarom de in artikel 2, 7°, van de wet van 26 april 2002 aangebrachte wijziging alleen in de Nederlandse tekst is gebeurd en niet in de Franse tekst.

Artikelen 49 en 50

De artikelen 49 en 50 strekken tot wijziging van de bepalingen met betrekking tot de overplaatsing naar een publieke werkgever, vervat in de wet van 28 februari 2007 'tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de krijgsmacht'.

Het is echter niet duidelijk om welke reden de overplaatsingsprocedure van de betrokken militairen, *in casu*, beperkt moet blijven tot de selectiefase en tot de eigenlijke overplaatsing in vergelijking met andere overplaatsingsgevallen naar een publieke werkgever tijdens dewelke een terbeschikkingstellingsfase ingesteld wordt.

De steller van het voorontwerp dient dat te verantwoorden in de bespreking.

Artikel 53

Bij artikel 53 van het voorontwerp wordt de Koning "uitdrukkelijk"[6] gemachtigd de datum te bepalen vanaf wanneer de opdrachten voor de bewaking van gevangenen, zoals bedoeld in het ontworpen artikel 23, § 4, tweede lid , laatste zin, van de wet van 5 augustus 1992 'op het politieambt', worden toegewezen aan de Federale politie.

[6] Het is niet nodig te preciseren dat de datum "uitdrukkelijk" moet worden vastgesteld aangezien deze, vanwege de machtiging aan de Koning, bepaald moet worden door een in het *Belgisch Staatsblad* bekend te maken koninklijk besluit.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Uit de bespreking blijk dat de "streefdatum 1 januari 2020" is. Voorts blijkt daaruit ook dat de inwerkingtreding van die machtiging afhankelijk zou worden gesteld van "de terbeschikkingstelling van de [voor die opdrachten] nodige bijkomende capaciteit aan personeel en middelen".

Als het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp om een uiterste datum van inwerkingtreding vast te stellen, moet hij zulks doen in het dispositief en niet in de bespreking van het artikel. Als die datum daarentegen louter indicatief is, dient de bespreking in die zin te worden gesteld. Ten slotte mag de bespreking van artikel 53 van het voorontwerp geen andere voorwaarden bevatten met betrekking tot de uitvoering van de machtiging dan die welke zijn vervat in het dispositief. De verwijzing, in de bespreking van artikel 53 van het voorontwerp, naar de middelen die nodig zullen zijn voor de inwerkingtreding van het dispositief in kwestie kan bijgevolg, *in casu*, uitsluitend als een intentieverklaring worden beschouwd.

Artikel 54

Artikel 54 van het voorontwerp strekt tot opheffing van de wet van 25 februari 2003 'houdende inrichting van de functie van veiligheidsbeambte met het oog op de uitvoering van taken die betrekking hebben op de politie van hoven en rechtbanken en de overbrenging van gevangenen'.

Die bepaling zal in werking treden op de datum van inwerkingtreding van de wet, die de Koning met toepassing van artikel 55 van het voorontwerp zal hebben bepaald.

Bij artikel 2, § 1, van het voorontwerp wordt de Koning gemachtigd de datum te bepalen waarop de ambtenaren bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 worden overgeplaatst naar het operationeel kader van de federale politie.

De aandacht dient te worden gevestigd op het feit dat de opheffing waarin is voorzien bij artikel 54 van het voorontwerp en de overplaatsing bedoeld in artikel 2, § 1, van hetzelfde voorontwerp op dezelfde datum moeten plaatsvinden.

Artikel 55

Om te voorkomen dat de inwerkingtreding van de wet eindeloos wordt uitgesteld, dient een datum te worden vastgesteld waarop de wet in werking treedt tenzij de Koning intussen zou hebben ingegrepen.[7]

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-4.

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡

Artikel 55 van het voorontwerp moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER
Colette GIGOT	Pierre VANDERNOOT

‡LW-BDHRKCFCE-GBGDBUQ‡